

Maître d'ouvrage

Ministère de la Transition Écologique



AUTOROUTES D'ILE-DE-FRANCE

POSTE D'APPEL D'URGENCE

Dossier de Consultation des Entreprises

Travaux pour la rénovation du réseau d'Appel d'Urgence
des tunnels en Île-de-France

BORDEREAU A

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Conducteur d'opération

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Service Trafic Tunnels

**Département d'Ingénierie et de Modernisation des
Equipements et des Tunnels
15-17 rue Olof Palme
94046 CRÉTEIL CEDEX**

Pièce numéro
A.2
Référence
Mis à jour

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur

Ministère de la Transition Écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des
Transports d'Île-de-France
Direction des Routes d'Île-de-France

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement
et des Transports d'Île-de-France.

Objet du marché

Travaux pour la rénovation du réseau d'Appel d'Urgence des tunnels en Île-de-France

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **23/01/2025 à 12h00**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Sommaire

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
1.1 Objet du marché.....	8
1.2 Lieux d'exécution.....	8
1.3 Décomposition en tranches et en lots.....	8
1.4 Intervenants.....	9
1.4.1 Le pouvoir adjudicateur.....	9
1.4.2 Représentation du pouvoir adjudicateur.....	9
1.4.3 Exploitants.....	9
1.4.4 Maîtrise d'œuvre.....	9
1.4.5 Contrôle technique.....	10
1.4.6 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	10
1.4.7 Titulaire.....	10
1.4.7.1 Responsabilité du Titulaire.....	10
1.4.7.2 Obligations particulières du Titulaire.....	10
1.4.7.3 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	11
1.5 Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité.....	11
1.6 Dispositions générales.....	12
1.6.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	12
1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	12
1.6.2.1 Intervenants étrangers.....	12
1.6.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	13
1.6.3 Responsabilités et Assurances.....	14
1.6.3.1 Responsabilités.....	14
1.6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	14
1.6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :.....	15
1.6.3.4 Dispositions communes.....	15
1.6.4 Réalisation de prestations similaires.....	16
1.6.5 Clauses environnementales.....	16

1.6.6 Clause d'insertion par l'activité économique.....	16
1.6.6.1 Les publics visés.....	16
1.6.6.2 Objectif d'insertion.....	17
1.6.6.3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	17
1.6.6.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	18
1.6.6.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	19
1.6.7 Autres dispositions générales.....	19
1.6.8 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion.....	19
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	20
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	21
3.1 Tranche(s) optionnelle(s).....	21
3.2 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	22
3.2.1 Conditions d'établissement des prix.....	22
3.2.2 Prestations fournies par le Maître d'Ouvrage.....	24
3.2.3 Forme des prix.....	24
3.2.3.1 Prix forfaitaires et unitaires.....	24
3.2.3.2 Sous-détail des prix unitaires.....	24
3.2.3.3 Décomposition des prix forfaitaires.....	25
3.2.4 Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix.....	25
3.2.5 Modalités du règlement des comptes du marché.....	25
3.2.6 Modalités de transmission et de paiement.....	26
3.2.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	26
3.2.6.2 Modalités de paiement.....	26
3.2.7 Approvisionnements.....	27
3.2.8 Répartition des dépenses communes de chantier.....	27
3.3 Variation dans les prix.....	27
3.3.1 Révision des prix.....	27
3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	27
3.3.3 Choix de l'index de référence.....	27
3.3.4 Modalités de révision des prix.....	27
3.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	28
3.4 Modalités particulières de paiement.....	28
3.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	29
3.6 Augmentation du montant des travaux.....	29
ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	30
4.1 Garantie particulière des logiciels et des progiciels.....	30
4.2 Délai de réalisation.....	30

4.3 Prolongation des délais d'exécution.....	30
4.4 Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	30
4.4.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	31
4.4.2 Primes d'avance.....	31
4.5 Autres pénalités.....	31
4.5.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	31
4.5.2 Pénalités de retard pour la non-livraison d'un document défini lors de la période de préparation.....	31
4.5.3 Pénalités de retard pour la livraison d'une nouvelle version de document après refus ou visa avec observations du MOE.....	31
4.5.4 Pénalités pour classement inadapté d'un document dans la GED, ou la non-gestion des indices des documents.....	32
4.5.5 Pénalités de retard pour la livraison de document demandé par ordre de service.....	32
4.5.6 Pénalités de retard pour la réalisation de prestations demandées par ordre de service.....	32
4.5.7 Pénalités de retard pour la non-livraison et mise à jour du planning détaillé des études d'exécution.....	32
4.5.8 Pénalités de retard pour la non-livraison et mise à jour du planning détaillé des travaux	32
4.5.9 Pénalités pour non-réalisation des vérifications préalables des installations existantes...	32
4.5.10 Pénalités pour non-livraison d'un journal de chantier par tunnel.....	33
4.5.11 Pénalités pour non-livraison d'un retour d'un avis dans les 72 heures après réception d'un projet de compte-rendu.....	33
4.5.12 Pénalités pour non-livraison des documents nécessaires aux contrôles et essais et à la réalisation des OPMOM et OPR.....	33
4.5.13 Pénalités pour Infractions aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité.....	33
4.5.14 Pénalités pour infractions aux consignes et contraintes d'exploitation de la DiRIF.....	34
4.5.15 Pénalités pour la perte d'exploitation.....	34
4.5.16 Pénalité pour non-remise du dossier des ouvrages exécutés ou du manuel d'exploitation et de maintenance.....	35
4.5.17 Pénalités pour non-présence à un rendez-vous.....	35
4.5.18 Pénalités pour non-remise du lot de rechange.....	35
4.5.19 Pénalités pour retard d'intervention en période de garantie.....	35
4.5.20 Pénalités pour non-respect de la disponibilité d'un poste d'appel d'urgence de sa mise en service à la fin de la période de garantie.....	35
4.5.21 Pénalités pour non-prise en compte d'une demande de modification de la Maîtrise d'œuvre ou de la Maîtrise d'Ouvrage.....	36
4.5.22 Pénalités pour non-respect des clauses environnementales.....	36
4.5.23 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	36
4.5.24 Pénalité pour personnel non autorisé sur le chantier.....	37
4.5.25 Pénalités pour retard dans la remise en service des installations après un arrêt programmé.....	37

4.5.26 Pénalités pour annulation tardive d'une fermeture du fait du Titulaire.....	37
4.5.27 Pénalités diverses spécifiques à la présente opération.....	37
4.5.28 Pénalités pour infraction pour l'élimination des déchets.....	38
4.5.29 Pénalités pour non-respect du plan d'assurance qualité.....	39
4.5.30 Pénalités pour infraction aux prescriptions concernant les nuisances de chantier.....	39
4.5.31 Pénalités pour non remise de l'accostage financier.....	39
4.5.32 Pénalités pour non remise des avant-métrés lors de la diffusion des plans.....	39
4.5.33 Pénalités pour manquement aux obligations d'affichage d'informations pour les travailleurs détachés.....	39
4.5.34 Pénalités pour remplacement non autorisé d'une personne de l'équipe de Direction de projet.....	40
4.6 Cumul des pénalités.....	40
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	40
5.1 Retenue de garantie.....	40
5.2 Avances.....	41
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	41
6.1 Provenance des matériaux et produits.....	41
6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	42
6.2.1 Qualité des matériels et des produits – Application des normes.....	42
6.2.2 Vérifications – surveillance de fabrication.....	42
6.2.3 Essais supplémentaires.....	42
ARTICLE 7 - RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	43
7.1 Déclaration de projet de travaux.....	43
7.2 Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	43
7.3 Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	43
7.4 Piquetage général.....	44
7.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	44
ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	44
8.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	44
8.2 Études d'exécution des ouvrages.....	44
8.2.1 Visa des documents d'exécution.....	45
8.2.2 Fiches de modification.....	47
8.2.3 Format des documents d'exécution.....	47
8.2.4 État d'avancement des documents d'exécution.....	47
8.3 Ordonnancement.....	47
8.3.1 Programme d'exécution des travaux.....	47
8.3.2 Suivi du programme général d'exécution.....	47

8.4 Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément.....	48
8.5 Organisation des travaux.....	48
8.5.1 Coordination.....	48
8.5.2 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier.....	48
8.5.3 Exécution des travaux.....	49
8.5.3.1 Réunions.....	49
8.5.3.2 Journal de chantier.....	50
8.6 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	50
8.6.1 Installation des chantiers de l'entreprise.....	50
8.6.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	51
8.6.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	51
8.6.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	52
8.6.5 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	53
8.6.6 Démolition de constructions.....	53
8.6.7 Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre.....	53
8.6.8 Dégradations causées aux voies publiques.....	53
8.7 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	53
ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	53
9.1 Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	53
9.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	53
9.1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	53
9.1.3 Opérations préalables à la décision de réception.....	54
9.2 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	54
9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	54
9.4 Réception.....	55
9.4.1 Réceptions partielles.....	55
9.4.2 Réception des ouvrages.....	55
ARTICLE 10 - GARANTIE.....	56
10.1 Généralités.....	56
10.2 Durée de la garantie.....	57
10.3 Conditions d'intervention pendant la période de garantie.....	58
10.4 Garanties particulières.....	59
10.4.1 Garantie particulière d'étanchéité.....	59
10.4.2 Garantie particulière des systèmes de protection contre la corrosion.....	60
10.4.3 Garantie particulière des peintures.....	60
ARTICLE 11 - RÉSILIATION.....	60
DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	62

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Dans la suite du présent document, le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'Ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent les travaux pour la rénovation du réseau d'Appel d'Urgence des tunnels en Île-de-France.

La description des ouvrages, la consistance des travaux et leurs spécifications techniques font l'objet du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et de ses annexes.

1.2 Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont les tunnels routiers d'Île-de-France suivants :

- A14 tunnel de La défense
- Échangeur A14 A86
- A86 tunnel de Nanterre Centre
- A86 tunnel de Belle-Rive
- N315 tunnel de Sévines
- A4 tunnel de Champigny
- A86 tunnel Guy Moquet
- A86 tunnel Du Moulin
- A86 Antony
- A86 Fresnes
- A6b Bicêtre

1.3 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1.4 Intervenants

1.4.1 ***Le pouvoir adjudicateur***

Le pouvoir adjudicateur est assuré par
Le Ministère de la Transition Écologique

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France
La Direction des Routes d'Île-de-France

1.4.2 Représentation du pouvoir adjudicateur

La fonction de représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par :
Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France.

Le siège est localisé au 15 rue Olof Palme, 94 046 Créteil cedex

La Maîtrise d'Ouvrage est localisée sur le site de l'Echât, au 79 B, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 94 000 Créteil.

1.4.3 Exploitants

Service gestionnaire et exploitant des tunnels :

DiRIF/ STT / DETT / PCTT Nord

1 Rue du Bec À Loue,
93200 Saint-Denis

Service gestionnaire et exploitant des tunnels :

DiRIF/ STT / DETT / PCTT Est

1-9 rue Eugène Varlin
94 500 Champigny-sur-Marne

Service gestionnaire et exploitant des tunnels :

DiRIF/ STT / DETT / PCTT Sud

83 avenue François Vincent Raspail
94 110 Arcueil

Service gestionnaire et exploitant des tunnels :

DiRIF/ STT / DETT / PCTT Ouest

21 rue Gutenberg
92000 Nanterre

1.4.4 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement d'Ingénierie Setec ITS / Artelia

Setec ITS (Mandataire) - Mission DET

Immeuble Central Seine,
42-52, quai de la Rapée
CS 71230
75583 Paris Cedex 12

Artelia - Mission EXE, VISA, OPC, AOR

Département Systèmes de Transport Intelligent
ARTELIA MOBILTIES & INFRASTRUCTURES
47 avenue de Lugo
94600 CHOISY LE ROI

Sauf stipulation contraire, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1.4.5 Contrôle technique

Le marché n'est pas suivi par un contrôleur technique.

1.4.6 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Le marché sera suivi par un coordinateur SPS. Les coordonnées seront fournies lors de la période de préparation.

1.4.7 Titulaire

Le Titulaire du marché est désigné à l'Acte d'Engagement. Il a la charge de la réalisation des prestations mentionnées dans les pièces du présent Marché.

1.4.7.1 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire a la responsabilité pleine et entière de la tenue de son obligation de résultat telle qu'elle résulte des différentes pièces contractuelles du marché, et du respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

Cette responsabilité s'applique depuis la notification du marché jusqu'à la fin de la dernière période de garantie. Elle concerne les modalités de réalisation des prestations, les résultats des prestations, et tous les effets et circonstances qui en découlent.

1.4.7.2 Obligations particulières du Titulaire

Pour tout ce qui concerne l'exécution, le contrôle et la réception des travaux, les obligations contractuelles incombant aux différentes parties sont régies par le CCAG Travaux.

Toutefois, la bonne exécution des prestations dépendant directement de la (des) personne(s) qui sera (seront) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite aux différents stades d'avancement du marché (études d'exécution génériques, études d'exécution spécifiques, exécution des travaux, réalisation des travaux, réception des ouvrages), les clauses complémentaires suivantes sont applicables :

Le Titulaire désignera, dès la notification du marché, la (ou les) personne(s) physique(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Maître d'Ouvrage aux différents stades d'exécution de celui-ci.

Cette désignation ne sera effective qu'après agrément du Maître d'Ouvrage, qui pourra la refuser si la (les) personne(s) proposée(s) n'a(ont) pas les qualifications et responsabilités présentées dans la note méthodologique du mémoire technique du Titulaire. De même, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récuser, en cours d'exécution du marché, la (les) personne(s) désignée(s) par le Titulaire pour en assurer la conduite.

Le Titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Maître d'Ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent aux personnes qualité pour le représenter.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement le Maître d'Ouvrage par envoi recommandé avec demande d'avis de réception postale.

En cas de remplacement d'une personne désignée pour assurer la conduite des prestations, soit à la demande du Maître d'Ouvrage, soit en raison de l'incapacité dans laquelle se trouverait la

personne concernée de poursuivre sa mission, le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au Maître d'Ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date portée sur la décision de procéder au remplacement (ordre de service notifiant la décision du Maître d'Ouvrage ou date d'envoi de l'avis par le Titulaire).

Le remplacement est considéré comme accepté si le Maître d'Ouvrage ne le récusé pas dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Maître d'Ouvrage récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer Maître d'Ouvrage. Cette procédure sera répétée autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que le Maître d'Ouvrage ait accepté la personne proposée par le Titulaire.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire tiendra à la disposition du Maître d'œuvre des interlocuteurs privilégiés, formant l'équipe de pilotage du marché par le Titulaire. La constitution de cette équipe, qui devra être indiquée dans le Plan d'Assurance Qualité, pourra évoluer selon les phases d'études, de réalisation et d'exploitation de l'ouvrage.

Le Titulaire devra, dans un délai de 15 jours après la notification du marché, communiquer, par écrit, au Maître d'Ouvrage, la liste des personnels affectés à l'équipe de pilotage en précisant, le nom des personnes, leur qualification et la nature des tâches et des responsabilités qui leur seront confiées.

Une fois nommément désignés par le Titulaire, les agents constituant cette équipe ne pourront être remplacés sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Le remplacement d'un représentant du Titulaire selon les dispositions du présent paragraphe ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant au résultat des prestations dont il a la charge au titre du marché.

Enfin, le Titulaire indiquera au Maître d'Ouvrage le ou les correspondant(s) sécurité en charge du respect des règles et des dispositifs de sécurité sur le chantier, et qui sera (seront) le(s) correspondant(s) particulier(s) du coordonnateur SPS.

1.4.7.3 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le Titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.6.3 ci-après.

1.5 Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

1.6 Dispositions générales

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

1.6.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au Maître d'Ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.6.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le Titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le Titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au Maître d'Ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités du §Modalités de transmission et de paiement du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au Maître d'Ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.6.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du Titulaire

Le Titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le Titulaire de se conformer à ces obligations, le Maître d'Ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du Titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

a) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le Maître d'Ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à Pénalités pour manquement aux obligations d'affichage d'informations pour les travailleurs détachés du présent CCAP.

1.6.3 Responsabilités et Assurances

1.6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

Dès notification du marché et, en tout état de cause, avant tout commencement d'exécution, le Titulaire ou le mandataire en cas de groupement d'entreprises, ainsi que les sous-traitants et les cotraitants, désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances visées aux articles suivants.

Les attestations d'assurance seront en langue française, en original ou en copie certifiée conforme à l'original.

Le Titulaire s'engage à produire dans les quinze jours précédant leurs échéances les attestations correspondant au maintien en vigueur de ces assurances, et ce, jusqu'à l'expiration du présent marché.

1.6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) Titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître d'Ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En raison de la réalisation de travaux sur des ouvrages et systèmes existants, le Titulaire doit étendre ces garanties aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux de rénovation entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

Dommages corporels : 4 000 000 € par sinistre ;

Dommages matériels et/ou immatériels : 400 000 € par sinistre.

1.6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) Titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du Titulaire.

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances et émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

1.6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) Titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au Maître d'Ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) Titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) Titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un Titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'Ouvrage.

1.6.4 Réalisation de prestations similaires

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1.6.5 Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Travaux, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

De plus, dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire du marché s'engage à adopter des pratiques visant à réduire l'impact environnemental des impressions papier.

Utilisation systématique de papier recyclé : Le titulaire devra utiliser du papier recyclé pour toutes les impressions réalisées dans le cadre du marché, sauf pour les documents nécessitant du papier spécifique (qui devront être justifiés par écrit). Cette utilisation devra représenter au minimum 80 % des impressions

Impression en recto-verso : Les impressions devront être réalisées en recto-verso par défaut pour réduire la consommation de papier. Les dispositifs d'impression devront être configurés en conséquence.

Encre et consommables écologiques : Utiliser des encres et des cartouches écoresponsables, à faible teneur en composés organiques volatils (COV), et favoriser le recours à des cartouches recyclables.

Utilisation de papier recyclé : Lorsqu'une impression est indispensable, le titulaire s'engage à utiliser du papier recyclé et certifié, (certifié par un ecolabel reconnu tel que l'Ange Bleu, FSC Recycled, ou équivalent).

1.6.6 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Le Titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.6.6.1 Les publics visés

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignée de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

1.6.6.2 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée d'exécution du marché
Lot unique	285 (deux cent quatre-vingt-cinq)

1.6.6.3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

1.6.6.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales et des relations entreprises
valentin.souchard@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

1.6.6.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au Titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

À la demande du pouvoir adjudicateur, le Titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires de l'EPEC.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au paragraphe 4.5.23 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché, l'entreprise Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

1.6.7 Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG Travaux, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du Titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au Titulaire par son ou ses assureurs.

1.6.8 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte d'insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous les moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le Titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;

- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du Titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le Titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le Titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le Titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par courriel à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet, 75019 Paris

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ; Ce document est dénommé « CCAG Travaux » ou « CCAG » dans toutes les pièces de la consultation.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les annexes suivantes :
 - Spécifications G1
 - Spécifications E1
 - Directive cybersécurité pour les projets DiRIF v1.4
 - Exigences de cybersécurité des équipements – Extraction de la directive cyber_v1.4

- Dossier de plans d'architectures
- Dossier des chapitres 6 – PIS des tunnels d'Ile-de-France
- Dossier des Fascicules d'Intervention des tunnels d'Ile-de-France
- Le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) et lettres d'Engagement
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Le Détail Estimatif (DE)
- Le Schéma Organisationnel du Plan Assurance Qualité (SOPAQ)
- Le Schéma Organisationnel du Plan pour le Respect de l'Environnement (SOPRE)
- Le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Les exemplaires originaux sont conservés dans les archives du RPA fait seuls foi.

Le pouvoir adjudicateur peut rendre contractuel tout ou partie de l'offre technique du Titulaire au moment de la mise au point du marché.

Les parties guides (non obligatoires) des normes sont applicables, tant qu'elles ne sont pas contradictoires avec les spécifications particulières. Lorsque les normes ou les autres documents techniques généraux prévoient plusieurs niveaux de performance ou de protection, la contrainte la plus sévère est retenue, à moins que le Titulaire n'apporte la preuve formelle que son matériel, système ou installation, sort du champ d'application de ladite contrainte. La satisfaction simultanée de contraintes correspondant à des catégories (niveaux de performances ou de protection) différentes est exigée, si le Titulaire n'apporte pas la preuve formelle que son matériel, système ou installation, entre exclusivement dans l'une de ces catégories.

La fourniture de la preuve, ou la satisfaction des contraintes sont à la charge du Titulaire.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3.2 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.2.1 *Conditions d'établissement des prix*

Les prix sont établis dans les conditions ci-après :

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Il reconnaît avoir notamment, avant la signature de l'Acte d'Engagement du marché :

- Apprécié toute difficulté inhérente aux différents sites, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre,
- Contrôlé les indications des documents constituant le marché,
- Tenu compte des intempéries et autres phénomènes naturels, y compris la réparation des dommages causés par les intempéries aux travaux du Titulaire, aux équipements ou systèmes placés sous sa responsabilité jusqu'à la réception des ouvrages,
- Tenu compte du nombre de jours hors chantier prévisible,
- Tenu compte de toutes les autorisations administratives à obtenir,
- Tenu compte des frais liés à la participation à toutes les réunions nécessaires pour la réalisation des prestations (réunions techniques, réunions d'interfaces, réunions de chantier, réunions d'avancement ...),
- Tenu compte des frais liés à ses installations de chantier, y compris les frais de gardiennage et de stockage,
- Tenu compte des frais et sujétions entraînés par les contraintes particulières d'accès aux zones de chantier,
- Tenu compte des frais de fourniture d'énergie électrique, de télécommunication et d'eau, nécessaires au chantier,
- Tenu compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de travaux publics de toutes natures voisins du chantier,
- Tenu compte des sujétions générales suivantes :
 - Présence des réseaux enterrés et aériens existants,
 - Maintien en service des installations existantes,
 - Aménagement d'horaires de travail imposés par les collectivités locales, ou le Maître d'Œuvre lors de la prise en compte des contraintes d'exploitation,
 - Eclairage des zones d'activité la nuit et respect des obligations faites par l'article R.232.7 du Code du Travail.
 - Tenu compte du recours au travail nocturne, au travail le week-end et au travail posté. Ceux-ci devront faire l'objet d'une autorisation préalable de l'Inspection du Travail, puis du Maître d'Œuvre. L'Inspection du Travail fixera, en accord le cas échéant avec le C.I.S.S.C.T., les dispositions particulières à respecter (éclairage, signalisation, ventilation, limitation du bruit).
- Tenu compte des dispositions prévues résultant de l'application des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :
 - Participation aux visites d'Inspection Commune préalables,
 - Rédaction d'un Plan Particulier de Sécurité et ses additifs,
 - Participations du chef d'entreprise ou de son délégataire, ainsi que du représentant salarié de l'entreprise, aux visites de chantier et réunions du C.I.S.S.C.T.

- Participation aux visites d'Inspection Commune avec les Services de secours, le Maître d'Œuvre, le Coordonnateur SPS, avant toute mise en service d'une nouvelle configuration des circulations (le cas échéant).
- Tenu compte des frais résultants d'interventions sur des équipements existants (réalisation de constats contradictoires en présence du Titulaire, du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre).
- Tenu compte des frais résultants des interventions dans des locaux techniques existants (autorisations à obtenir auprès de l'exploitant et du service de maintenance et accès dans un local uniquement accompagné du technicien de maintenance d'astreinte),
- Tenu compte des sujétions et contraintes particulières suivantes :
 - Conditions d'exploitation des voies rapides en service durant les travaux, et notamment des neutralisations de voies pour permettre la réalisation des prestations fixées dans le CCTP.
 - Toutes les sujétions dues au fait que les travaux seront fractionnés en plusieurs phases discontinues.
 - Risques d'annulation tardive des fermetures et des balisages programmés. Cependant certaines annulations sont indemnisées, les prix relatifs à ces constatations sont prévus au bordereau de prix. Le paiement des indemnités d'annulation sera assujéti à la fourniture de la DI avec la liste nominative des personnes qui devaient intervenir la nuit considérée, et la preuve écrite de l'annulation avec date et heure, typiquement le mail d'annulation de l'UER. L'attention du Titulaire est attirée sur la nécessité de gérer sérieusement sous la forme d'un tableau les annulations et de préparer pour chaque nuit annulée les éléments sus-visés. Ces éléments seront impérativement annexés au projet de décompte.
- Marquage et piquetage des réseaux sensibles existants dans l'emprise des terrassements.
- Tenu compte des frais résultants de l'application du plan d'assurance qualité, notamment ceux relatifs aux opérations de contrôle et de vérification.

Tenu compte des dépenses résultant de l'organisation de la protection de l'environnement (mise en place des mesures de protection de l'environnement y compris le traitement des déchets).

À l'exception des prestations décrites dans le paragraphe exclusion du CCTP, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'Ouvrage.

En cas d'événement indépendant de la volonté de la DiRIF (volume de trafic, accident, événements et/ou manifestations ayant une influence sur les conditions d'exploitation), le Titulaire est prévenu que les conditions d'exploitation pourront à tout moment être modifiées, les voies neutralisées ou fermetures supprimées, sans que le Titulaire puisse élever de réclamation, si ce type d'événement ne se reproduit pas plus d'une fois dans le mois. Au-delà, le Titulaire sera indemnisé sur justification soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre.

3.2.2 Prestations fournies par le Maître d'Ouvrage

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du § Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiersci-après, le Maître d'Ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3.2.3 Forme des prix

3.2.3.1 Prix forfaitaires et unitaires

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix et des échéances de paiement associées.

Les prix sont soit des prix forfaitaires soit des prix unitaires :

- Est prix forfaitaire, tout prix qui rémunère le Titulaire pour une installation, une partie d'installation ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui ou bien est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, ou bien ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.
- Est prix unitaire tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens défini ci-dessus, notamment, tout prix qui s'applique à une nature d'équipement, un élément ou un ensemble d'installations (ensemble, véhicule, station, sous-station ...) dont les quantités ne sont indiquées dans le marché qu'à titre prévisionnel.

Lorsque des prestations non prévues au marché, mais analogues à celles du marché seront réalisées, il sera fait application des prix du bordereau du marché. Dans le cas contraire, ces ouvrages seront rémunérés dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG Travaux.

Le visa « sans observation » d'un document tel qu'un plan ou une procédure, n'entraîne pas automatiquement acceptation de paiement des matériaux ou dispositions qui pourraient y apparaître en sus de ceux prévus au marché.

3.2.3.2 Sous-détail des prix unitaires

Le Titulaire fournira pendant la période de préparation des sous-détails des prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF).

Le sous-détail fera apparaître pour chaque prix unitaire et chaque prix d'unité des décompositions des prix unitaires :

- La décomposition analytique du prix en postes principaux correspondant aux prestations élémentaires principales contenues dans le prix.
- Pour chacun de ces postes principaux, la décomposition en main-d'œuvre, fourniture, matériel, transport, sous-traitance.
- Le calcul détaillé des coefficients de majoration applicables aux prix secs, pour frais généraux de siège, pour frais généraux de chantier, frais d'études, taxes, impôts, avances d'argent, aléas, bénéfices, etc.

Lorsque les prix se rapportent pour tout ou partie à des travaux sous-traités, le sous-détail présenté inclura celui du sous-traitant.

Le Maître d'œuvre invitera le Titulaire à redresser les erreurs ou anomalies qu'il aura pu éventuellement relever dans les sous-détails fournis. À défaut d'accord, il sera fait usage du sous-détail tel qu'il aura été rectifié par le Maître d'œuvre.

3.2.3.3 Décomposition des prix forfaitaires

Le Titulaire fournira pendant la période de préparation l'ensemble des décompositions des prix forfaitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF).

La décomposition d'un prix forfaitaire est présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature de prestation, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant et indiquant qu'elles sont, pour les prix d'unité en question :

- La décomposition analytique du prix en postes principaux correspondant aux prestations élémentaires principales contenues dans le prix,
- Pour chacun de ces postes principaux, la décomposition en main-d'œuvre, fourniture, matériel, transport, sous-traitance,
- Les pourcentages des frais généraux d'une part, des impôts et taxes autres que la TVA, d'autre part
- La marge pour risques et bénéfices (exprimée par un pourcentage de l'ensemble des postes précédents).

Lorsque les prix se rapportent pour tout ou partie à des travaux sous-traités, la décomposition présentée inclura celle des sous-traitants.

Le Maître d'œuvre invitera le Titulaire à redresser les erreurs ou anomalies qu'il aura pu éventuellement relever dans les décompositions fournies. À défaut d'accord, il sera fait usage de la décomposition telle qu'elle aura été rectifiée par le Maître d'Œuvre.

3.2.4 Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Tout sous-détail de prix unitaire et toute décomposition de prix forfaitaire, que la prestation soit sous-traitée ou non, seront présentés sous la forme d'un détail évaluatif comprenant :

- Les quantités à exécuter et leurs rendements ;
- Les déboursés ou frais directs, décomposés en prix secs de main-d'œuvre (qualifiée, non qualifiée, chef d'équipe, encadrement si celui-ci n'est pas inclus dans les frais de chantier), dépenses par types de matériaux et de matières consommables, dépenses par types de matériel ;
- Les frais généraux (et éventuellement de chantier, ceux-ci pouvant comprendre l'encadrement et autres dépenses indivisibles) ou le coefficient de sous-traitance, d'une part, les impôts et taxes, d'autre part, exprimés par des pourcentages des déboursés ci-dessus.

3.2.5 Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base des clés de paiement indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires.

Les demandes de paiement sont présentées conformément au modèle qui sera transmis au Titulaire lors de la période de préparation du marché.

Les modalités de règlement du marché sont conformes à l'article 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3.2.6 Modalités de transmission et de paiement

3.2.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les projets de décompte sont transmis par voie dématérialisée. Au préalable, des échanges entre le Titulaire et le Maître d'œuvre devront avoir lieu pour assoir le quantitatif de prestations effectuées sur la base de constats effectués dans le mois.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les Titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des projets de décompte sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les projets de décompte dématérialisés adressés devront comporter, les autres mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État.
- Le code du service exécutant de la dépense « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».

3.2.6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le Maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le Titulaire, celle-ci est constituée par la date de la réception de cette acceptation par le Maître d'œuvre.

3.2.7 Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3.2.8 Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 Révision des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après.

3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé à l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.3.3 Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis pour la révision des prix des prestations du marché sont :

Index	Désignation
BT47	Electricité
TP12a	Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique
TP12d	Réseaux de communication en fibre optique

Ils sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les associations des index à chaque prix pour le calcul des variations sont présentées dans le Détail Estimatif, dans une colonne dédiée.

3.3.4 Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence I ; prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I ; prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Les coefficients de mise à jour seront calculés avec quatre (4) décimales et arrondis au millième supérieur. Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième

décimale est inchangée. Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le Maître d'Ouvrage du fait du retard pris par le Titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le Titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le Titulaire (autoliquidation) ;
- Le Titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le Maître d'Ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au Titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le Titulaire doit également auto liquider la TVA correspondante.

3.4 Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le Titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Conformément à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux, la Maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au Titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non-intervention du Titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la Maîtrise d'œuvre.

- Le Titulaire adresse sans délai au Maître d'œuvre une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le Maître d'Ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement de 30 jours, compté à partir de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Maître de l'Ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le Maître d'Ouvrage informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le Titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du Titulaire par le Maître d'œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du Titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3.6 Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, le Titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un Ordre de Service (OS) préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au Titulaire de l'estimation prévisionnelle, après validation du Maître d'Ouvrage, qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Garantie particulière des logiciels et des progiciels

Les logiciels ou progiciels étant en tout point associés aux équipements où ils sont implantés, ils sont soumis aux conditions générales de garantie et de maintenance de l'ensemble des ouvrages, tel que celles-ci résultent des paragraphes 10 ci-dessus.

Le Titulaire s'engage à ce que les logiciels fournis et (éventuellement mis à jour) réalisent effectivement la totalité des fonctions décrites dans les documents qui les accompagnent.

En cas de défaut, le Titulaire sera tenu d'en assurer la correction dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage. Cette obligation serait caduque pour ceux des logiciels que le Maître d'Ouvrage aurait modifiés sans en informer le Titulaire.

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre toutes revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle des logiciels fournis au titre du marché.

Si le Maître d'Ouvrage est victime d'un trouble dans la jouissance des logiciels fournis au titre du marché, le Titulaire est tenu de prendre toute mesure appropriée pour le faire cesser :

- Soit en modifiant ou remplaçant les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,
- Soit en faisant en sorte que le Maître d'Ouvrage puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

4.2 Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Le délai global DG inclut l'ensemble des prestations prévues au marché.

Ce délai court à partir de la date de démarrage des prestations, notifiée par Ordre de Service, jusqu'à la réception complète des prestations prévues au marché.

La durée du délai global est précisée dans l'acte d'engagement.

4.3 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 18.2 du CCAG Travaux sont seules applicables.

4.4 Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire. Les dispositions des articles 19.2.2, 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux relatives au plafonnement des pénalités, aux retards d'exécutions de travaux et aux pénalités de retard s'appliquent sans dérogation.

Les pénalités indiquées ci-après sont toutes cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, il n'y a pas d'exonération de pénalité.

4.4.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogations aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard d'exécution, le Titulaire subit une pénalité journalière de 3000€ HT (trois mille euros).

4.4.2 Primes d'avance

Sans objet.

4.5 Autres pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au Titulaire n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Les pénalités s'appliquent sur simple constatation par le Maître d'Œuvre, ou le Maître d'Ouvrage ou un de leurs représentants et s'appliquent au membre du groupement concerné (mandataire, cotraitant, sous-traitant) lorsqu'il est connu, ou à défaut au mandataire du groupement.

Le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues au Titulaire.

4.5.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, dans le délai de 2 mois comptés de la date de la décision de réception, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Au-delà des 2 mois, si la remise en état des lieux n'est pas effectuée, le Titulaire aura une pénalité journalière fixée à 3000 € HT (trois mille euros).

4.5.2 Pénalités de retard pour la non-livraison d'un document défini lors de la période de préparation

En cas de non-livraison d'un document défini lors de la période de préparation entre le MOE et le Titulaire, le Titulaire subira une pénalité forfaitaire de 1 000€ (mille euros) hors taxes par document attendu.

4.5.3 Pénalités de retard pour la livraison d'une nouvelle version de document après refus ou visa avec observations du MOE

Le Titulaire dispose d'un délai de 7 jour calendaire pour représenter une nouvelle version de document après refus ou visa avec observations du MOE.

En cas de retard dans la fourniture de la nouvelle version d'un document ayant été présenté au Maître d'œuvre et refusé ou visé avec observations par celui-ci, il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq-cents euros) hors taxes par jour calendaire jusqu'à la remise de ce document.

4.5.4 Pénalités pour classement inadapté d'un document dans la GED, ou la non-gestion des indices des documents

En cas de classement inadapté d'un document dans la GED, ou la non-gestion des indices des documents, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 500 € (cinq-cents euros) hors taxes par document.

4.5.5 Pénalités de retard pour la livraison de document demandé par ordre de service

Le Titulaire doit se conformer au délai indiqué dans les ordres de services pour la fourniture de documents nécessaire à l'exécution du marché.

En cas de retard dans la fourniture de documents demandés par ordre de Service, il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq-cents euros) hors taxes par jour calendaire jusqu'à la remise de ce document.

4.5.6 Pénalités de retard pour la réalisation de prestations demandées par ordre de service

Le Titulaire doit se conformer au délai indiqué dans les ordres de services pour la réalisation de prestations.

En cas de retard dans la réalisation des prestations demandé par ordre de Service, il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq-cents euros) hors taxes par jour calendaire jusqu'à la réalisation des prestations et validation du MOE.

4.5.7 Pénalités de retard pour la non-livraison et mise à jour du planning détaillé des études d'exécution

Les éléments attendus sont mentionnés au §9.6.2.1 du CCTP.

En cas de non-livraison du planning détaillé des études d'exécution, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 5 000 € (cinq mille euros) hors taxes.

Pour la non-mise à jour du planning détaillé des études d'exécution pour une réunion de suivi de marché, il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq-cents euros) hors taxes.

4.5.8 Pénalités de retard pour la non-livraison et mise à jour du planning détaillé des travaux

Les éléments attendus sont mentionnés au §9.6.2.1 du CCTP.

En cas de non-livraison du planning détaillé des travaux, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 5 000 € (cinq mille euros) hors taxes.

Pour la non-mise à jour du planning détaillé des travaux pour une réunion de suivi de marché ou réunion de chantier, il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq-cents euros) hors taxes.

4.5.9 Pénalités pour non-réalisation des vérifications préalables des installations existantes

Les éléments attendus sont mentionnés au §9.6.2.2 du CCTP.

En cas de non-réalisation des vérifications préalables des installations existantes, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 5 000 € (cinq mille euros) hors taxes par tunnel non vérifié.

4.5.10 Pénalités pour non-livraison d'un journal de chantier par tunnel

Les éléments attendus sont mentionnés au §9.6.2.2 du CCTP.

En cas de non-livraison d'un journal de chantier par tunnel, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € (mille euros) hors taxes par journal non livré.

En cas de non-livraison des comptes-rendus d'intervention après chaque nuit/journée de travaux (annexes des journaux de chantier), il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € (mille euros) hors taxes par comptes-rendus d'intervention non livré en annexes des journaux de chantier.

Le Titulaire devra mettre à jour ce journal au maximum 72 heures (3 jours ouvrés) après chaque intervention dans un tunnel.

Les journaux de chantier et leurs annexes devront être intégrés dans la GED.

4.5.11 Pénalités pour non-livraison d'un retour d'un avis dans les 72 heures après réception d'un projet de compte-rendu

En cas de non-livraison d'un retour d'un avis dans les 72 heures (3 jours ouvrés) après réception d'un projet de compte-rendu, le Titulaire subira une pénalité forfaitaire de 500€ (cinq cents euros) hors taxes par retard constaté.

4.5.12 Pénalités pour non-livraison des documents nécessaires aux contrôles et essais et à la réalisation des OPMOM et OPR

En cas de non-livraison des documents nécessaires à la réalisation des contrôles et essais et à la réalisation des OPMOM et OPR, le Titulaire subira une pénalité forfaitaire de 1 000€ (mille euros) hors taxes par constat.

4.5.13 Pénalités pour Infractions aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Pour défaut de fourniture du Plan Particulier de la Sécurité et de la Protection de la Santé (PPSPS), il sera appliqué une pénalité de 1 500€ (mille cinq cents euros) hors taxes par jour calendaire de retard. La même pénalité sera appliquée en cas d'infraction aux règles définies dans ces documents.

Les infractions de non-respect des prescriptions d'hygiène et de sécurité pourront être les suivantes (liste non exhaustive) :

- Non-respect des prescriptions de port des équipements de protection individuelle (casques, lunettes, gants, gilets, chaussures de sécurité, détecteurs ...) ;
- Non-respect des prescriptions de balisage des zones d'intervention ;
- Non-respect de la signalisation routière ;
- Non-respect des prescriptions concernant les moyens collectifs de sécurité ;

Et d'une façon générale, non-respect des prescriptions figurant dans la réglementation, ou les Plans Particuliers de la Sécurité et de la Protection de la Santé (PPSPS) des entreprises.

Cette pénalité sera encourue et appliquée sans préavis, sur simple constatation par le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage ou le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) ou

un de leur représentant et s'applique au membre du groupement concerné (mandataire, cotraitant, sous-traitant) lorsqu'il est connu, ou à défaut au mandataire du groupement.

4.5.14 Pénalités pour infractions aux consignes et contraintes d'exploitation de la DiRIF

En cas de non-respect des consignes de la DiRIF et de non-respect des contraintes d'exploitation, une pénalité de 2000 € (deux mille euros) hors taxes par infraction sera appliquée au Titulaire sur simple constat du Maître d'Œuvre ou des services d'exploitation de la DiRIF.

4.5.15 Pénalités pour la perte d'exploitation

Les équipements concernés par le présent marché participent à la sécurité des usagers en tunnel. Le service public doit être préservé pendant les travaux. À ce titre, le Maître d'œuvre peut à tout moment annuler ou reporter une intervention prévue et acceptée par l'Exploitant concerné. Lorsque l'annulation est tardive, le Titulaire sera dans ce cas indemnisé par l'application d'un prix du bordereau des prix unitaires pour les différents cas, en fonction du délai entre la date et l'heure des travaux prévus et la date et l'heure à laquelle le Titulaire a été informé de l'annulation. En dehors des cas prévus au bordereau, le Titulaire ne sera pas indemnisé. Chaque prévision d'interruption d'exploitation devra être soumise par écrit à l'accord du maître d'œuvre, au moins quinze (15) jours avant la date souhaitée et devra comprendre :

- La nature de l'intervention et les raisons qui rendent nécessaire cette interruption.
- La date et heure prévue.
- La durée totale, et la durée d'interruption par équipement ou par groupe d'équipements.
- Les mesures conservatoires prises pour le retour à l'exploitation en cas d'échec.

Le Maître d'œuvre peut accepter la demande sans réserve, la rejeter ou préciser les contraintes de son exécution.

En cas d'interruption dûment constatée par le Maître d'Œuvre, et sans avoir obtenu son accord préalable tel que décrit ci-dessus, le Titulaire subira des pénalités calculées selon les montants indiqués dans le tableau ci-dessous pour les principales fonctions :

Système ou fonction	Montant de la pénalité pour interruption non validée	Montant de la pénalité pour chaque heure entamée supplémentaire
Perte d'un équipement réseau existant dans un local technique ou dans une armoire PST transmission	1500 €	150 €
Perte d'un sens de communication d'un tronçon RAU tunnel existant	1500 €	150 €
Coupure BT d'un local technique ou d'une armoire PST	1500 €	150 €

Une pénalité comme indiqué dans le tableau ci-avant sera appliquée par heure entamée, les mêmes montants seront utilisés pour application d'une pénalité (voir tableau ci-dessus) en cas de

constatation par le Maître d'Œuvre d'un dépassement de la durée d'interruption programmée et acceptée par le Maître d'Œuvre.

Les pénalités relatives à une interruption d'exploitation non prévue incluent la première heure d'interruption. Ensuite, pour toute heure entamée, la pénalité par heure est appliquée.

4.5.16 Pénalité pour non-remise du dossier des ouvrages exécutés ou du manuel d'exploitation et de maintenance

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue au CCTP le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500€ (cinq cents euros) hors taxes.

Intégration du DOE définitif au niveau de la médiathèque de la DiRIF, au plus tard sept (7) mois après la date de réception des travaux d'un tunnel, telle que cette date est définie au présent CCAP.

En cas de retard dans l'intégration du DOE définitif, une retenue de 3 000 € (trois mille euros) sera opérée, sans préjudice de l'application d'une pénalité journalière de 500 € (cinq cents euros) par jour de retard dans la remise du dossier.

4.5.17 Pénalités pour non-présence à un rendez-vous

Les rendez-vous (réunion d'avancement ou de chantier, piquetages, constats contradictoires, constat de chantier, essais, CISSCT ...) sont fixés par le Maître d'Œuvre. Les comptes rendus, lorsqu'ils mentionnent la date du prochain rendez-vous, font office de convocation des entreprises dont la présence est requise.

À défaut, la date du prochain rendez-vous sera précisée par courrier électronique qui vaudra alors convocation des entreprises dont la présence est requise.

En cas d'absence de l'une des entreprises dont la présence est requise, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 2 000€ (deux mille euros) hors taxes.

En cas d'absence à la réunion du CISSCT pour laquelle le Titulaire ou le sous-traitant a reçu une convocation, celui-ci encourt une pénalité fixée à 1 000 € (mille euros) hors taxe.

4.5.18 Pénalités pour non-remise du lot de rechange

Le Titulaire constituera, dans le cadre de son marché, un lot de pièces de rechange. En cas de non-livraison du lot de rechange avant l'enclenchement de la garantie, une pénalité de retard de 500 € (cinq cents euros) hors taxes par jour calendaire de retard sera appliquée.

4.5.19 Pénalités pour retard d'intervention en période de garantie

En cas de retard d'intervention en période de garantie, le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 750 € (sept cent cinquante euros) hors taxes.

4.5.20 Pénalités pour non-respect de la disponibilité d'un poste d'appel d'urgence de sa mise en service à la fin de la période de garantie

Si le Titulaire, durant un des trimestres de la garantie, ne satisfait pas à ses obligations de disponibilité suivant les critères d'indisponibilité définis ci-après, il subira une pénalité.

Les durées d'indisponibilité à ne pas dépasser au cours d'un trimestre sont données dans le tableau ci-après :

Élément de système	Durée d'indisponibilité maximale autorisée
--------------------	--

	pour un trimestre (IDo)
Nouveau Poste d'Appel d'Urgence non fonctionnel	8 jours (192 heures)

Le temps de service opérationnel du Poste d'appel d'urgence est la durée des trois mois en heures.

Si les critères d'indisponibilité ne sont pas satisfaits, le Maître de l'Ouvrage peut, soit ajourner la réception, soit la reporter sans que le Titulaire du marché puisse porter une quelconque réclamation financière.

Le bilan de chaque indisponibilité de poste sera effectué tous les trois mois sur les trois mois consécutifs qui précèdent. Pour chaque poste d'appel d'urgence où l'indisponibilité constatée (ID) sera supérieure à l'indisponibilité contractuelle, le Titulaire sera redevable des pénalités suivantes, calculées et exprimées en euros (montant HT) :

Dès que l'indisponibilité opérationnelle pour un poste IDop dépasse l'indisponibilité contractuelle IDo, une pénalité est appliquée selon la formule :

$$Io = 100,00 \text{ €/h} \times [IDop - IDo]$$

Dans laquelle :

- Io : Indemnité pour indisponibilité opérationnelle en euros ;
- IDop : temps d'indisponibilité constatée par poste d'appel d'urgence en heures ;
- IDo : temps d'indisponibilité maximal toléré en heures.

Les temps sont exprimés en heures, le calcul des pénalités est effectué pour chaque poste d'appel d'urgence ; la pénalité totale est la somme des pénalités par poste sur un trimestre.

En cas de défaillances récurrentes séparées de moins de 24 heures sur un même poste d'appel d'urgence, l'indisponibilité opérationnelle couvrira aussi le temps écoulé depuis la précédente défaillance.

4.5.21 Pénalités pour non-prise en compte d'une demande de modification de la Maîtrise d'œuvre ou de la Maîtrise d'Ouvrage

En cas de non prise en compte d'une demande de modification de la Maîtrise d'œuvre ou de la Maîtrise d'Ouvrage, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 3 000€ (trois mille euros) hors taxes par demande non prise en compte.

4.5.22 Pénalités pour non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 3000 € (trois mille euros) hors taxes au Titulaire par infraction sur simple constat du Maître d'Œuvre ou des services d'exploitation de la DiRIF.

4.5.23 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 1000 euros (mille euros) par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à 1000 euros (mille euros) par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

4.5.24 Pénalité pour personnel non autorisé sur le chantier

En cas de présence sur chantier de personnel employé par une entreprise, agissant pour le compte du Titulaire, non agréée et/ou acceptée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, il sera appliqué une pénalité de 5000 € (cinq mille euros) par constatation et par personne non autorisée.

Le Titulaire tiendra à disposition du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre la liste nominative des personnes présentes sur chantier et le nom de l'entreprise qui les emploient.

4.5.25 Pénalités pour retard dans la remise en service des installations après un arrêt programmé

En cas de retard imputable au Titulaire dans la remise en service d'une installation après une période d'arrêt programmée, une pénalité forfaitaire de 5000 € (cinq mille euros) hors taxe sera appliquée sur simple constat de retard, à laquelle s'ajoutera une pénalité de 700 € (sept cents euros) hors taxe par heure de retard.

4.5.26 Pénalités pour annulation tardive d'une fermeture du fait du Titulaire

Une annulation de fermeture ou de balisage du fait du Titulaire est qualifiée de tardive si elle intervient dans un délai inférieur à 48 heures (quarante-huit heures) avant l'heure prévue initialement pour le début de cette fermeture ou de ce balisage.

Le Titulaire encourt alors une pénalité pour annulation tardive de fermeture ou de balisage qui s'élève à 5000 € (cinq mille euros) hors taxe par annulation.

Cette pénalité est également applicable en cas de demande de balisage inutilisée par l'Entreprise, ce qui correspond à une situation où le balisage est en place sans que des travaux significatifs ne soient effectués.

4.5.27 Pénalités diverses spécifiques à la présente opération

- Une pénalité de 500 € (cinq cents euros) hors taxe sera appliquée par jour de retard dans la fourniture des décompositions des prix forfaitaires et de chaque sous-détail de prix ;
- Une pénalité de 1 000 € (mille euros) hors taxe sera appliquée par constatation si un engin utilise les voiries locales autres que celles définies en accord avec le Maître d'Œuvre. Cette pénalité s'applique sans mise en demeure dès la constatation de ces faits ;
- Une pénalité de 1 000 € (mille euros) hors taxe par jour de retard sera appliquée en cas de non remise du journal de chantier au Maître d'Œuvre chaque fin de journée. Cette pénalité s'applique sur le décompte suivant la constatation de ce fait, sans mise en demeure dès la constatation du retard ;
- Une pénalité de 1 000 € (mille euros) hors taxe par jour sera appliquée pour défaut de nettoyage des voiries locales dont l'état de non-propreté, résultant du chantier, a été dûment constaté par le Maître d'Œuvre. De plus, le nettoyage sera facturé au Titulaire ;
- Accès des chantiers sur les voies publiques : en cas d'entrée ou de sortie des véhicules de chantier du Titulaire ou de ses sous-traitants en dehors des accès prévus à cet effet, il sera

appliqué une pénalité de 1 500 € (mille cinq cents euros) hors taxe par véhicule constaté en infraction ;

- Il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par fiche d'exécution ou de non-conformité, non remise ou incomplète au moment des points d'arrêt ;
- Il sera appliqué une pénalité de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par jour calendaire de retard dans la fourniture, des procès-verbaux de contrôle de conformité (fourniture des matériaux, produits, composants, résultats intermédiaires et finaux) dans un délai compatible avec le visa du Maître d'Œuvre au regard du planning d'exécution des travaux ;
- Il sera appliqué une pénalité journalière de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par rapport d'intervention non remis ou incomplet 24h après l'intervention ;
- Il sera appliqué une pénalité journalière de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par document non mis à jour dans la GED.
- Il sera appliqué une pénalité journalière de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par informations de la présente opération non mis à jour dans le SIG.
- En cas de non-conformité des prestations du titulaire à la directive cybersécurité DiRIF pour l'intégration de la sécurité informatique dans les projets, le titulaire subira une pénalité de 500€ par non-conformité constatée.

4.5.28 Pénalités pour infraction pour l'élimination des déchets

Le contenu du SOGED et l'organisation du SOGED sont spécifiés dans les documents du même nom. Le strict respect des règles fixées au SOGED est un impératif absolu.

Ainsi, il est prévu l'application de pénalités en cas d'infractions constatées à ces règles. Les personnels habilités à constater les infractions sont le coordonnateur SPS et les personnes habilitées par le Maître d'Œuvre, désignées par ordre de service notifié au Titulaire pendant la période de préparation et mise à jour par la suite selon la même modalité.

Une pénalité de 5000 € (cinq mille euros) hors taxe sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels concernés.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront par exemple (liste non exhaustive) :

- Nettoyage de véhicules et bennes de déchets et tout autre équipement souillé en dehors des lieux équipés et dédiés à cet effet ;
- Vidange de produits polluant l'environnement (vidange véhicule, sanitaire des bases vie ...) dans les réseaux d'assainissement (eaux usées, eaux pluviales) ;
- Destruction sans autorisation écrite ou endommagement grave d'un arbre, d'un arbuste, d'un fourré, d'un espace vert
- Destination des déchets modifiée
- Non-présentation ou absence des bordereaux de suivi des déchets
- Dépôt sauvage de déchet en accotement d'autoroute

4.5.29 Pénalités pour non-respect du plan d'assurance qualité

Le contenu du PAQ (issue du SOPAQ) est spécifié dans les documents du même nom. Le strict respect des règles fixées au PAQ est un impératif absolu que le Titulaire doit suivre.

Une pénalité de 800 € (huit cents euros) hors taxe sera appliquée à chaque infraction constatée.

4.5.30 Pénalités pour infraction aux prescriptions concernant les nuisances de chantier

Le chantier se situant en zone urbaine, les entreprises titulaires du marché :

- Assureront la propreté des voiries et cheminements piétons, ouvertes à la circulation publique en toutes circonstances et pendant toute la durée des travaux
- Réduiront au maximum les nuisances sonores, notamment en périodes nocturnes
- Réduiront les impacts lumineux pouvant occasionner une gêne aux riverains

Ces éléments constitueront le dossier de réduction des nuisances de chantier, qui sera contractuel.

Il sera fait application de pénalités en cas d'infractions constatées à ce dossier. Les personnels de la Maîtrise d'œuvre, habilités à constater ces infractions, sont désignés par le Maître d'Œuvre par ordre de service notifié au Titulaire pendant la période de préparation et mise à jour par la suite selon la même modalité.

Une pénalité de 5000 € (cinq mille euros) hors taxe sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels mis en cause.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront par exemple (liste non exhaustive) :

- L'absence de nettoyage des chaussées rouvertes à la circulation ou empruntées par les engins de chantier
- Des nuisances sonores nocturnes
- Des nuisances lumineuses nocturnes

4.5.31 Pénalités pour non remise de l'accostage financier

Une pénalité de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par jour calendaire, en cas de non remise de l'accostage financier chaque mois, en parallèle de la situation de travaux.

4.5.32 Pénalités pour non remise des avant-métrés lors de la diffusion des plans

Une pénalité de 100 € (cent euros) hors taxe par jour calendaire et par plan sera appliquée sur les plans d'exécutions ne comportant pas d'avant-métré.

4.5.33 Pénalités pour manquement aux obligations d'affichage d'informations pour les travailleurs détachés

Une pénalité de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par jour calendaire sera appliquée en cas de manquement aux obligations d'affichage d'informations requises par l'article D.1263-21 du Code du travail pour les travailleurs détachés.

L'affiche mentionnée à l'article L. 1262-4-5 présente les informations sur la réglementation française de droit du travail applicable aux salariés détachés en France en matière de durée du travail, de salaire minimum, d'hébergement, de prévention des chutes de hauteur, d'équipements individuels obligatoires et d'existence d'un droit de retrait. L'affiche précise les modalités selon lesquelles le salarié peut faire valoir ses droits.

Ces informations, traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier, sont affichées dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 et sont tenues dans un bon état de lisibilité.

4.5.34 Pénalités pour remplacement non autorisé d'une personne de l'équipe de Direction de projet

En cas de volonté de changement d'une des personnes de l'équipe de Direction de projet (Cadres, encadrants uniquement, experts techniques en RAU), le Titulaire doit proposer un profil de remplacement à la Maîtrise d'Ouvrage au moins 2 mois (deux mois) avant le départ effectif de la personne concernée.

La Maîtrise d'Ouvrage dispose d'un délai de 15 jours (quinze) pour rendre sa décision. Dans le cas où le nouveau profil n'est pas proposé ou s'il n'est pas accepté par la Maîtrise d'ouvrage dans le délai prévu, une pénalité de 5 000 € (cinq mille euros) hors taxe sera appliquée. De plus, il sera appliqué une pénalité journalière de 500 € (cinq cents euros) hors taxe par jour à partir du jour du départ effectif de la personne concernée si aucun nouveau profil n'a été accepté par la Maîtrise d'ouvrage.

Ces pénalités pourront être applicables plusieurs fois, à chaque changement d'une personne de l'équipe de Direction de projet.

4.6 Cumul des pénalités

Les pénalités indiquées dans les articles ci-dessus sont toutes cumulables.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le Titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (Petite et Moyenne Entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG Travaux.

Une avance est accordée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le Titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30%.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement compté à partir de la date d'effet de l'acte qui stipule le commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au Titulaire.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et des normes en vigueur concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le Plan d'Assurance de la Qualité, que le Titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du Maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves, tant sur le chantier que sur les lieux de production, qui relèvent des contrôles internes et externes prévus au Marché.

Les matériaux et produits fournis au marché devront faire l'objet d'une demande d'agrément auprès du Maître d'œuvre avant tout achat ou mise en production lorsque cela est exigé au CCTP. Ces propositions d'agrément sont présentées au Maître d'œuvre avec les échantillons et les justifications nécessaires (notamment les fiches de contrôle interne périodiques des fournisseurs), en temps utile pour ne retarder ni les études d'exécution ni les travaux, au moins un mois avant l'utilisation des matériaux, éventuellement au cours de la période de préparation.

Le Maître d'œuvre se réserve un délai de quinze jours pour rendre sa décision, ce délai courant à partir de la date à laquelle auront été fournis tous les échantillons de fabrication et tous les renseignements propres à justifier les propositions du Titulaire.

Toutefois, l'agrément définitif des matériaux sera subordonné au résultat positif des épreuves de convenance, lorsqu'elles sont prévues par le CCTP. Les essais à réaliser par le Titulaire à l'appui de la demande d'agrément des matériaux et produits sont fixés par le CCTP.

En règle générale, les matériaux et produits répondant à une même spécification doivent avoir la même origine.

Le Titulaire tiendra à la disposition du Maître d'œuvre les documents justifiant l'origine des matériaux et leur affectation dans l'ouvrage.

6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.2.1 Qualité des matériels et des produits – Application des normes

Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Travaux sont applicables. Sauf indication expresse du Maître d'œuvre en réponse à une proposition du Titulaire, les matériaux et produits utilisés devront être conformes aux prescriptions des normes françaises homologuées ou d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux.

6.2.2 Vérifications – surveillance de fabrication

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et le Titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées au titre du plan d'assurance qualité.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines et magasins du Titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.2.3 Essais supplémentaires

Tous les essais, tous les contrôles, toutes les épreuves et les vérifications du contrôle interne au Titulaire sont à sa charge.

Bien qu'il soit, dans l'organisation du contrôle du Titulaire, du ressort du contrôle externe de s'assurer du fonctionnement adéquat et efficace du contrôle interne et de la conformité des

ouvrages prévus au Marché, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer tous les essais et vérification qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du Marché, même s'ils ne sont pas prévus dans le Marché ou les normes et notamment en cas de litige avec le Titulaire.

Que ces essais, effectués pour le compte du Maître d'œuvre, soient réalisés par le Laboratoire du Titulaire ou par un Laboratoire indépendant, ils seront rémunérés, soit par le Titulaire si les résultats ne sont pas conformes à ceux exigés dans les pièces constitutives du Marché par dérogation à l'article 24 du CCAG Travaux, soit par le Maître d'Ouvrage s'ils le sont.

Les résultats du contrôle externe sont communiqués au Titulaire dès qu'ils sont connus (ils seront annexés au journal de chantier).

ARTICLE 7 - RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Déclaration de projet de travaux

Dans le cadre du présent projet de travaux pour la rénovation du réseau d'Appel d'Urgence des tunnels en Île-de-France, il n'a pas été identifié de besoin de déclarer des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques. En effet, les nouveaux câbles devront soit être intégrés dans des infrastructures de cheminement existant ou soit mettre en œuvre de nouvelles infrastructures.

Si des besoins de type tranchée sont nécessaires pour desservir un ou plusieurs PAU à l'extérieur du tunnel, des déclarations de travaux seront effectuées par la Maitrise d'Ouvrage.

Le Titulaire devra alors réaliser les déclarations d'intention de commencement de travaux (**DICT**).

Le Titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte des travaux dans un environnement pourvu de câbles existants de toutes natures et notamment des câbles électriques et des câbles radio.

7.2 Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le Titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du Maître d'Ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7.3 Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le Titulaire doit tenir compte des informations fournies par le Maître d'Ouvrage, notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

7.4 Piquetage général

En complément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général est à réaliser par le Titulaire à ses frais au cours de la période de préparation et au plus tard avant le début des travaux.

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le Titulaire contrairement avec le maître d'œuvre, pour tous les ouvrages et réseaux à proximité.

7.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations, câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, et dont le Titulaire a reçu du Maître d'œuvre les indications quant à leur nature et leur position présumée, sera effectué à la charge du Titulaire, et vérifié contrairement par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux, le Titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le Titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le Titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le Maître d'Ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le Titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le Maître d'Ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le Titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, la période de préparation est fixée à 1 mois. Sur cette période le Titulaire devra produire les éléments énoncés au paragraphe « Période de préparation » du CCTP.

8.2 Études d'exécution des ouvrages

Les installations que le Titulaire va rencontrer dans les tunnels sont disponibles à la médiathèque de la DiRIF à Créteil. Par dérogation au paragraphe 27.1 du CCAG de travaux, le Titulaire devra

se charger de venir extraire les données qui lui sont utiles pour effectuer ses prestations. Les informations peuvent être au format shapefile Qgis (câbles et boîtes) ou Autocad (PST ...) afin de les mettre à jour compte tenu des travaux qu'il aura réalisés au titre du marché.

Le Titulaire du marché devra produire les éléments énoncés dans le CCTP. Il est demandé au Titulaire de répartir dans le temps la livraison des documents pendant la durée des études d'exécution. Néanmoins, le Titulaire devra livrer des paquets de documents cohérents permettant d'avoir une vision globale du système visé par tunnel.

Il réalisera également les vérifications préalables des installations existantes comme indiqué au CCTP. Les études d'exécution sont établies par le Titulaire et soumises au visa du Maître d'Œuvre.

Si le Titulaire ne respecte pas le programme des études d'exécution défini en accord avec le Maître d'Œuvre et s'il en résulte une remise massive de documents dans un délai très court, en contradiction avec l'exigence de répartition des livraisons, alors le Maître d'Œuvre disposera pour viser les documents d'un délai augmenté pour chaque document du retard de livraison dudit document par rapport au programme des études d'exécution.

Les retards qui pourraient découler du non-respect par le Titulaire de la répartition homogène de livraisons des études (notamment en raison de l'allongement du délai de visa du Maître d'Œuvre) ne donneront droit à aucune indemnité ou ni à aucune prolongation de délai.

Aucun document d'exécution ne sera visé par le Maître d'Œuvre avant que celui-ci n'ait visé le programme des études d'exécution, éventuellement avec observations.

Le Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, sont incluses dans son offre.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisants de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque tunnel ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) sans observation du Maître d'Œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8.2.1 Visa des documents d'exécution

Le présent CCAP fait référence à une procédure faisant intervenir le visa du Maître d'Œuvre.

L'examen par le Maître d'Œuvre des documents aboutira le cas échéant à la formulation d'observations auxquelles est conditionné le visa, tel qu'expliqué ci-après.

Les observations sur les documents soumis pour visa correspondront à des points non conformes au marché, à des erreurs, omissions ou contradictions décelables, ou à des points ne permettant pas sur la forme ou sur le fond d'apprécier pleinement les prestations prévues et faisant l'objet du document.

Les observations seront de deux types :

- Observations « non bloquantes » : observations correspondant à un problème identifié, localisé et indépendant dont les implications sur la conduite du présent marché ou sur les marchés connexes sont marginales,
- Observation « bloquante » : tous autres cas identifiés donnant lieu à une observation.

Les mentions qui peuvent être portées sur les documents, à l'appui du visa, ont la signification suivante :

- Refusé : document ayant soulevé une ou des observations bloquantes ;

Dans le cas d'un visa « refusé » (ex : non-conformité au CCTP, document ne permettant pas l'exécution et le suivi des travaux), le cycle d'indexation des indices sera stoppé net et réinitialisé. Les documents seront alors retournés au MOE selon les mêmes modalités que celles précédemment décrites.

- Visa Avec Observations : document ayant soulevé des observations non bloquantes, et aucune observation bloquante. Le signataire du visa indiquera les restrictions relatives à la poursuite des études ou à l'exécution des travaux correspondants avant mise à jour du document ;

Dans le cas d'un visa de type « avec observation », le cycle se poursuit avec une indexation successive des indices des documents, jusqu'à ce que la mention « sans observation » soit délivrée par le Maître d'œuvre.

- Visa Sans Observation : document n'ayant soulevé aucune observation bloquante ou non bloquante.

Dans le cas du visa d'un document d'étude ou de DOE avec la mention « sans observation », le Titulaire les réédite à l'indice supérieur en apposant la mention « validé sans réserve ». Les plans et documents ainsi visés sont ensuite redéposés sur la GED dans le répertoire.

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra engager des travaux si les documents transmis ne sont pas visés avec la mention « validé sans réserve, bon pour l'exécution » par le Maître d'œuvre (cf §29.1.5 du CCAG Travaux).

Ce visa, lorsqu'il est accordé, n'exonère en aucun cas le Titulaire de ses responsabilités quant à l'obligation de résultat à laquelle il est tenu et au respect des clauses du marché.

Les documents « pour visa » sont émis par le Titulaire vers le Maître d'Œuvre sous le statut « Pour Visa ».

Le Maître d'œuvre formulera son avis sur chaque document dans les 15 jours calendaires suivant leur réception. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le Titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le Titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

Par dérogation §29.1.5 du CCAG Travaux, au-delà de ces 15 jours, le document est considéré comme étant visé sans observation sauf si le Maître d'œuvre a émis une observation stipulant que le document fourni ou un ensemble de documents ne lui permettent pas de délivrer un visa en ayant la vision globale du sujet à traiter ou le Maître d'œuvre est en attente d'un ou plusieurs avis des services de la DiRIF. Dans ce dernier cas un délai maximal de 30 jours calendaires suivants leur réception.

Dans tous les cas, le Titulaire dispose de 7 jours calendaires à compter de la date d'émission des observations par le Maître d'Œuvre pour émettre les documents prenant en compte les observations du Maître d'Œuvre. En cas de retard, les pénalités seront applicables (cf §4.5.3 du présent document).

Le visa ou les observations ne dégagent en aucune manière la responsabilité du Titulaire quant au respect de son contrat (en termes de qualité des ouvrages exécutés ou de délais), de la législation ou des règles de l'art. Il demeure en effet entièrement responsable des documents qu'il produit et de leurs conséquences, sauf à ce que, suite à des instructions écrites du Maître d'Œuvre suivi de l'émission en regard de réserves également écrites de la part du Titulaire, le Maître d'Œuvre confirme, toujours par écrit, lesdites instructions. Les délais impartis pour les précédents échanges sont identiques à ceux définis dans le cadre du cycle d'observation et de corrections.

8.2.2 Fiches de modification

Le Titulaire est tenu, le cas échéant, d'émettre des fiches de modification lorsqu'il considère qu'une proposition de sa part ou une observation du Maître d'Œuvre amène à une dérogation aux documents d'études antérieurement visés ou à la réalisation d'une prestation non prévue au marché.

Cette fiche de modification doit parvenir dans les mêmes délais que les documents concernés. Lorsque cette fiche fait suite à un retour d'observations de la part du Maître d'Œuvre, celui-ci dispose d'un délai supplémentaire de 7 jours pendant lesquels il pourra le cas échéant annuler, amender ou préciser son observation sans que le Titulaire ne puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité. Aucune réclamation entrant dans le cadre ci-dessus pour laquelle le Titulaire n'aurait pas suivi la marche définie ne sera examinée.

8.2.3 Format des documents d'exécution

Les documents d'exécution seront déposés sur une plateforme d'échange de documents mise à disposition par le Maître d'Ouvrage (cf. voir notice joint au présent marché).

Les visas du Maître d'Œuvre seront déposés sur la même plateforme d'échange de documents. Le format des documents devra respecter les spécifications mentionnées dans le CCTP.

8.2.4 État d'avancement des documents d'exécution

Le Titulaire aura à sa charge l'établissement et la mise à jour périodique de l'état d'avancement des documents d'exécution sur la base du programme d'études. Cette mise à jour sera à réaliser et à diffuser au Maître d'Œuvre au plus tard 2 jours avant chaque réunion d'avancement du marché. L'état d'avancement pourra également être actualisé par le Titulaire sur demande du Maître d'Œuvre entre deux réunions.

8.3 Ordonnancement

8.3.1 Programme d'exécution des travaux

Le contenu du programme d'exécution des travaux est mentionné dans le CCTP (cf §9.6.1)

8.3.2 Suivi du programme général d'exécution

Le Titulaire procédera tous les mois à l'examen du programme, en faisant apparaître les éléments effectifs en regard des éléments prévisionnels. En cas d'écart constaté, le Titulaire indiquera les mesures d'ajustement qu'il propose de mettre en place pour garantir le respect du programme initial. Le cas échéant, et en cas de nécessité, cet examen pourra être demandé au Titulaire en dehors de la périodicité définie ci-dessus.

Exceptionnellement et lorsque cela sera rendu nécessaire par des événements imprévus lors de la période de préparation, le Titulaire pourra demander à amender le programme général d'exécution initial. Le Maître d'œuvre examinera cette demande et autorisera ou non l'amendement en fonction des impacts des évolutions sur l'opération dans son ensemble.

En aucun cas, les informations définies au premier programme édité après observations du Maître d'œuvre ne seront modifiées. Elles resteront constamment apparentes tout au long des révisions successives en tant qu'élément de référence.

En cas d'amendement, le programme d'exécution sera soumis au visa du Maître d'œuvre.

8.4 Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le Maître d'œuvre, et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8.5 Organisation des travaux

8.5.1 *Coordination*

Le Titulaire désignera une personne responsable de la coordination de l'ensemble des co-traitants et sous-traitants intervenant pour la réalisation de l'opération. Cette mission lui incombe tant pendant les travaux de réalisation des ouvrages, de réception, d'essai, et de levée de réserves, que pendant les périodes de garantie.

Le Titulaire devra à tout moment vérifier que l'ordonnancement retenu est compatible avec les impératifs de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et des usagers, notamment en respectant le PGCSPPS et le PPSPS qu'il aura établi lors de la période de préparation. Il devra modifier l'ordonnancement si le coordonnateur de sécurité estime qu'il fait peser des risques non maîtrisés sur la santé et la sécurité.

Toutes les informations relatives à l'ordonnancement et à l'avancement du chantier seront consignées dans le journal de chantier.

8.5.2 *Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier*

Il appartient au Titulaire du marché (entrepreneur général ou mandataire du groupement) de se doter de tous les moyens nécessaires pour assurer l'ordonnancement, la planification et la coordination des différentes tâches de son chantier, en vue de parvenir à la parfaite maîtrise du planning sur lequel l'entreprise ou le groupement d'entreprises s'est engagé. L'intervention simultanée d'autres entreprises que celles du Titulaire aura lieu durant le déroulement du présent marché. Ceci amènera des contraintes à la fois pour les travaux du présent marché et l'organisation de ceux-ci. Le Titulaire devra prendre en compte ces paramètres d'interventions d'entreprises extérieures pour la réalisation et la mise à jour de son planning de travaux conformément au CCTP.

En particulier, le Titulaire aura la tâche :

- Pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux.
- Pour le pilotage, d'informer la maîtrise d'ouvrage, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves, des contraintes découlant des interfaces avec les projets transversaux ou des autres maîtres d'ouvrage intervenant sur le secteur. Les interfaces identifiées à prendre en compte sont énumérées au titre des contraintes de réalisation dans le CCTP.
- Pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités entre les cotraitants en cas de groupement conjoint.

De la même manière, le Titulaire prend en compte qu'il devra coordonner ses actions avec les divers concessionnaires, qu'il s'agisse des concessionnaires intervenant dans la réalisation des

travaux ou de concessionnaires chargés de la gestion du domaine sur lequel se déroulent les travaux.

La coordination au sein du groupement consiste en particulier à :

- centraliser et mettre en cohérence les éléments des plannings des membres du groupement pour transmission au Maître d'œuvre ;
- transmettre aux membres du groupement les informations de toutes natures, données par le maître d'œuvre, relatives notamment au contrôle et à la mise en application du planning du groupement ;
- veiller au respect des principes d'organisation des installations de chantier définis par le Maître d'œuvre ;
- mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des travaux de chacun des membres du groupement ;
- coordonner les études d'exécution des travaux de chacun des intervenants ;
- assurer la coordination de l'établissement des dossiers de récolement des ouvrages exécutés (DOE) ;
- suivre l'application des dispositions du Marché par les différents intervenants du groupement et provoquer l'étude de solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux ;
- gérer les interfaces internes d'études (synthèse des études) et de chantier (coordination interentreprises du groupement) et en supporter les coûts (études, travaux) ;
- assurer la gestion des interfaces avec toute intervention extérieure au présent Marché, en particulier dans le cas de travaux effectués sur le même site, au cours de la même période ;
- assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène et de sécurité ;
 - assurer la coordination de ses cot-traitants et de ses sous-traitants en matière d'assurance qualité ;
 - en matière de suivi des déchets et respect de l'environnement ;
 - en matière de cybersécurité ;
- assurer la gestion du compte interentreprises le cas échéant ou la formulation des répartitions de paiement.

8.5.3 Exécution des travaux

8.5.3.1 Réunions

Les réunions sont stipulées dans le CCTP (cf §9.7.8)

Pour chacune des réunions, le Titulaire désignera la ou les personnes pouvant le représenter et qui devra être capable de prendre les décisions nécessaires au cours de ces réunions.

Le compte rendu de chacune de ces réunions sera établi par le Maître d'œuvre ou tout autre intervenant sur la base des documents fournis par le Titulaire. Il sera définitif si, dans un délai de

8 jours suivant la date de réception du compte rendu par le Titulaire, celui-ci n'a formulé aucune demande de modification.

8.5.3.2 Journal de chantier

Durant toute la durée des chantiers, le Titulaire tiendra un journal de chantier dans lequel devront être consignées les informations suivantes :

- Opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché, telles que notifications d'ordre de service, visa et approbation des plans d'exécution, etc ;
- Conditions atmosphériques constatées (vent, température, précipitation, niveau des eaux, etc.) ;
- Nombre de fermetures annulées,
- Constats contradictoires,
- Constats d'installation, constats d'essais et mesures effectuées pour s'assurer du respect des exigences du marché,
- Essais et mesures effectués pour s'assurer du respect des exigences du marché ;
- Incidents observés susceptibles d'avoir une incidence sur la tenue ultérieure des ouvrages, sur les prix de revient ou sur la durée réelle des travaux ;
- Observations faites et les prescriptions imposées aux différents participants (marche générale du chantier, sécurité du personnel, etc.) ;
- Identification de l'avancement des travaux : nature, localisation, date de réalisation, etc ;
- Les incidents de chantier, les travaux non prévus et dont les modalités de rémunération ne figurent pas dans le bordereau des prix, ainsi que tout événement susceptible de donner lieu à une réclamation de la part du Titulaire.

La forme donnée à ce journal de chantier sera précisée au cours de la période de préparation. Il pourra être segmenté en plusieurs documents distincts. Il sera hébergé sur la plateforme documentaire collaborative afin d'être consultable par l'ensemble des personnes autorisées.

À ce journal devront être annexés tous les documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, résultats d'essais, constats, etc.).

Les pièces seront insérées sous forme de fichiers assemblés en un seul fichier type PDF mis à disposition sur la plateforme documentaire.

8.6 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG Travaux, le Titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8.6.1 Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier devra indiquer, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles

que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8.6.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

8.6.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers, et en particulier les dispositions à prendre par l'entreprise pour respecter le protocole sanitaire relatif à la covid 19.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître d'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre du journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS
2. Obligations du Titulaire

Tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui stipule le commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du Titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code du travail (4ème partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8.6.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des fermetures de tunnel est réalisée sous le contrôle du service gestionnaire de la voirie, à savoir, les Unités d'Exploitation Routière (UER). Elle est conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le Titulaire est tenu de compléter cette signalisation pour protéger ses chantiers au sein des fermetures tunnel.

Le Titulaire doit soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le Titulaire doit faire connaître nominativement au Maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Tous les véhicules du Titulaire, des co-traitants et sous-traitants doivent être pourvus d'un gyrophare et d'une plaque "service" sous peine d'être exclus du chantier ;

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéas 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8^e partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

8.6.5 Maintenance des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

8.6.6 Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

8.6.7 Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8.6.8 Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

8.7 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9.1 Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du Titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le Maître d'œuvre sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation aux articles 24.6 et 24.7 du CCAG, le Titulaire est tenu de rembourser intégralement ces essais et épreuves au Maître de l'ouvrage.

9.1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du Titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le Maître d'œuvre sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, si le Maître d'œuvre prescrit, pour les ouvrages, d'autres essais ou contrôles pour vérifier le bon fonctionnement des ouvrages, ils sont à la charge du Titulaire.

9.1.3 Opérations préalables à la décision de réception

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des installations exécutés
- les épreuves prévues par le marché
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Les modalités et les essais devant être réalisés dans le cadre des opérations préalables à la réception sont mentionnés au §9.12.4 du CCTP.

9.2 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Toute prise de possession des installations RAU d'un tunnel par le Maître d'Ouvrage doit être précédée de leur réception (OPR + levée exhaustive des réserves + exécution de la VSR). Toutefois, s'il y a un caractère d'urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception (au moment de la Mise en Ordre de Marche validé par la Maîtrise d'Œuvre), sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire entre le Titulaire et la Maîtrise d'Ouvrage.

Dans ce cas de figure, le Titulaire n'est plus responsable de la garde des installations RAU du tunnel concerné.

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Par dérogation au §43 du CCAP, la Maîtrise d'Ouvrage demande au Titulaire de mettre à disposition des installations RAU d'un tunnel ou une partie des installations RAU d'un tunnel au moment de la Mise en Ordre de Marche sur site sans que la Maîtrise d'Ouvrage en prenne possession, afin que les moyens d'appel d'urgence puissent être utilisés par les usagers en tunnel (Tunnel en exploitation oblige).

Plus particulièrement, la mise à disposition doit être effective au moment de la mise Mise en Ordre de Marche d'un PAU (PAU opérationnel et fonctionnel depuis les systèmes centraux RAU et possibilité d'une prise d'appel de la CRS). Le ou les constats de la Mise en Ordre de Marche feront office d'un état des lieux contradictoires entre le maître d'œuvre et le Titulaire. Le maintien en condition opérationnelle de ces installations reste à la charge du Titulaire entre la Mise en Ordre de Marche et la fin de la garantie de parfait achèvement.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui sont imputables au Titulaire, le Titulaire reste responsable de la garde des installations RAU d'un tunnel ou une partie des installations RAU d'un tunnel jusqu'à la réception des installations des tunnels du marché.

9.4 Réception

9.4.1 Réceptions partielles

Le présent marché ne prévoit pas de réception partielle.

9.4.2 Réception des ouvrages

Par dérogation au §41.1 du CCAG, le Titulaire devra aviser, par écrit, le représentant du pouvoir adjudicateur et le Maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les installations de tous les tunnels peuvent être considérées comme "en Ordre de Marche" (Notification de Mise en Ordre de Marche par le Titulaire).

Le Titulaire ne pourra notifier la mise en ordre de marche des installations réalisées dans le cadre du marché qu'après avoir préalablement réalisé, par ses moyens propres, l'ensemble des opérations préalables à la mise en ordre de marche.

L'envoi de la notification de mise en ordre de marche des installations par le Titulaire vaut engagement de sa part quant à l'exécution satisfaisante des opérations de vérification préalables à la mise en ordre de marche.

La mise en ordre de marche ne pourra être acceptée par le Maître d'Ouvrage que dans la mesure où les conditions ci-après seront respectées :

- La notification de mise en ordre de marche devra être accompagnée de tous les dossiers "tunnel x" comprenant chacun
 - Un Sous-dossier « Essais réalisés en usine »
 - Les Fiches d'autocontrôle du Titulaire préalable à la recette en usine (PVRU)
 - Les Procès-verbaux de recette en usine (PVRU) (essais en plateforme du Titulaire : tests matériels affectés au tunnel concerné)
 - les tests de tous les PAU avant pose sur site - PAU complets et faces d'usages (du tunnel concerné)
 - les tests de tous les PAU (avant pose sur site) sur les réseaux de transmission concernés
 - les tests de tous les PAU (avant pose sur site) sur les réseaux d'alimentation concernés
 - Les Procès-verbaux de levée des réserves identifiées dans les PVRU
 - Un Sous-dossier « Essais en cours d'exécution »
 - Les Fiches d'autocontrôle du Titulaire des contrôles de montage sur site préalable à la réalisation des Procès-verbaux des contrôles de montage sur site
 - Les Procès-verbaux des contrôles de montage sur site
 - Les Fiches d'autocontrôle du Titulaire préalable à la recette industrielle (PVRI)
 - Les Essais sur site - Procès-verbal de recette industrielle (PVRI)
 - Les tests de connectivité sur site
 - Les tests fonctionnels entre un PAU IP et une armoire PST via une transmission sur cuivre (si concerné)
 - Les tests fonctionnels entre un PAU IP et une armoire PST via une seule transmission sur FO (si concerné)
 - Les constats contradictoires de la couche PST/PAU
 - Les tests de tous les PAU entre PCA/SI Phonie et PAU IP
 - Les Procès-verbaux de levée des réserves identifiées dans les PVRI
 - Un Sous-dossier « Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) provisoire »

En complément le Titulaire devra fournir l'attestation de la livraison du lot de rechange et de la réalisation des formations.

Par application, c'est la date de Mise en Ordre de Marche qui pourra être retenue comme date d'achèvement des travaux du marché. Le Maître d'œuvre procède ensuite (le Titulaire ayant été au préalable convoqué), aux opérations préalables à la réception des ouvrages (par échantillonnage et sur la base des PV déjà effectués) à compter de la date de réception de la notification de Mise en Ordre de Marche.

Au regard des contraintes liées à l'obtention des nuits de fermeture des ouvrages et à la période à laquelle la réception s'effectuera, la durée des OPR est fixée à trois mois (3) à compter de la réception par le Maître d'œuvre de la Notification de la Mise en Ordre de Marche de l'ensemble des PAU des tunnels d'Île-de-France du marché émises par le Titulaire.

La réception ne sera prononcée :

- qu'après exécution concluante des essais et contrôles réalisés dans le cadre des opérations préalables à la réception incluant la levée exhaustive des réserves bloquantes et non bloquantes (imperfections ou malfaçons, installation de chantier et remise en état du ou des terrains, propreté des chantiers en tunnel
- qu'après intégration définitive du Dossier des Ouvrages Exécutés définitif au sein de la médiathèque en conformité des règles et spécifications documentaires de la DiRIF,

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le Titulaire fournira les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) selon les modalités définies au CCTP (cf §9.14)

- qu'après la fourniture des éléments nécessaires au CSPS pour le montage du DIUO
- qu'après l'exécution concluante des épreuves définies aux paragraphes relatifs à Vérification de Service Régulier
- qu'après la fourniture du lot de rechange
- qu'après la réalisation des formations

ARTICLE 10 - GARANTIE

10.1 Généralités

Sauf garanties particulières précisées dans les pièces du marché, la garantie s'applique à tous les éléments réalisés au titre du marché, y compris la documentation, les équipements et l'outillage associé.

La garantie engage le Titulaire pendant les délais de garantie contractuelle, à effectuer à ses frais, sur simple demande du représentant du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

Le Titulaire sera dégagé de ses obligations dans les cas suivants :

- Si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur ;
- Si le défaut ne concerne qu'un élément du système existant préalablement au marché ;
- Si le défaut ne concerne que des services fournis hors de la responsabilité du Titulaire (source d'énergie externe, équipements de transmission dans les PST et dans les locaux techniques) ; toutefois la responsabilité du Titulaire serait à nouveau engagée si un défaut de fonctionnement persistait au retour de ces services.

En conséquence, hormis les pannes et défauts résultant de dégradations causées par un tiers, le Titulaire devra remédier, à sa charge, à tous les défauts de fonctionnement constatés sur les ouvrages mis en œuvre dans le cadre du marché.

Généralement, les équipements seront mis à la disposition du Maître d'Ouvrage et de l'Exploitant sans qu'ils n'en prennent possession. Avant la mise à disposition de ces équipements, un état des lieux sera dressé contradictoirement entre le Maître d'œuvre, le Titulaire, le Maître d'Ouvrage et l'Exploitant. Le Titulaire pourra faire des réserves, s'il estime que l'utilisation de ses équipements risque d'être détériorée (mauvaise condition d'utilisation). Les réserves devront être motivées par écrit et adressées au Maître d'œuvre dans un délai de 10 jours comptés à partir de l'état des lieux.

Les imperfections et malfaçons restent de la responsabilité du Titulaire qui devra les corriger et faire fonctionner la garantie auprès des fournisseurs, si nécessaire. Dans ce dernier cas de figure, les réparations sont à la charge du Titulaire. Après la réalisation du constat d'installation et du constat fonctionnel d'un équipement, le Titulaire n'est pas responsable de la garde de ce dernier.

En cas de détérioration par un tiers extérieur (accident, dégradation, vol), un constat contradictoire sera dressé pour identifier les causes et les réparations à effectuer par le Titulaire au travers des prix du marché. Si la dégradation est liée à un autre marché en cours, c'est l'assurance de l'entité en cause qui rémunérera la réparation.

La mise à disposition est à considérer du constat contradictoire jusqu'à la réception. Lors de la réception, un nouveau constat contradictoire sera dressé pour consolider le PV de réception.

10.2 Durée de la garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, la garantie démarrera lorsque l'ensemble des réserves bloquantes auront été levées par le Titulaire et déclarées sans réserve par le Maître d'œuvre.

Au regard de l'étalement des déploiements d'équipements en tunnel sur la durée du marché, le Titulaire devra prendre ses dispositions pour éventuellement contractualiser des garanties particulières auprès de ses fournisseurs (garantie légale des vices cachés, garantie commerciale ...) pour assurer la garantie à partir de la Mise en ordre de marche (au sens où un usager est en mesure d'utiliser le PAU et de joindre la CRS) et les 12 mois après que l'ensemble des réserves bloquantes auront été levées par le Titulaire et déclarées sans réserve par le Maître d'œuvre.

Le maintien en condition opérationnelle des équipements du marché entre leur mise en service et la fin de la garantie est aussi inclus dans les prix en complément de la garantie. Les conditions de disponibilité pendant cette période et les pénalités associées sont décrites dans un article spécifique du présent document.

S'il est constaté au cours de cette période une panne, telle que définie ci-dessus, le Titulaire est tenu de faire gratuitement toutes réparations, remplacements, et modifications nécessitées par vice de matière, de construction, de fonctionnement ou de conception entraînant une altération des caractéristiques fonctionnelles ou techniques initiales.

Si, au cours de la période de garantie, une anomalie qui aurait échappé aux essais successifs est découverte, le Titulaire est tenu d'y remédier dans les mêmes conditions que celles des essais généraux.

Par contre, si un vice profond est découvert, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit de neutraliser le déroulement de la période de garantie. Il est entendu que, pendant la période de neutralisation, le Titulaire garde ses obligations de garantie.

En cas de neutralisation, le délai de garantie sera alors augmenté d'un temps égal à la période de neutralisation et toutes les obligations qui y sont liées seront prolongées d'autant.

Un équipement est considéré comme en panne dès lors qu'il ne répond plus à son usage premier (appel d'urgence d'un usager) et aux spécifications suivantes (utilisation dans les conditions normales d'utilisation) :

- Spécifications du CCTP ;
- Spécifications générales de l'équipement ;
- Spécification fonctionnelle du système auquel appartient l'équipement.

Cependant, la garantie ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Si la panne résulte d'une négligence ou d'une exploitation et/ou d'une utilisation non conforme aux recommandations du Titulaire ;
- Pour toute pièce consommable ayant subi une usure normale de fonctionnement ;
- Si des modifications ou des substitutions de pièces ont été effectuées sans l'accord du Titulaire sur les équipements.

Toutes les interventions et gestions de la garantie sont à la charge et aux frais du Titulaire.

10.3 Conditions d'intervention pendant la période de garantie

Pendant le délai de garantie, le Titulaire est tenu de garantir les installations objet du présent marché contre tout dysfonctionnement, tout défaut et toute non-conformité aux spécifications, c'est-à-dire qu'il s'engage à effectuer, sans les facturer dans le cadre d'un appel en garantie, les prestations correspondantes comprenant notamment :

- L'intervention sur le site du personnel qualifié du Titulaire, sur appel en garantie de l'Exploitant, du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre. Les conditions de gestion des indisponibilités sont indiquées dans le présent CCAP ainsi que les pénalités associées en cas de non-respect des durées maximales d'indisponibilité qui y sont indiquées pour chaque élément de système.
- La réparation, sur le site ou en usine, et le cas échéant, le remplacement des matériels, équipements, ou composants défectueux.
- Le constat d'état des lieux et/ou le procès-verbal de réception devra mentionner, les numéros téléphoniques, les adresses mail, etc... ainsi que les coordonnées des personnes susceptibles d'intervenir pour le compte du Titulaire dans le cadre de la Garantie.

Toute déclaration de panne faite au Titulaire devra être confirmée par courriel afin d'assurer la traçabilité de la demande. Cette déclaration comportera les indications suivantes :

- Tatouage de l'équipement défectueux
- Numéro d'ordre dans le mois
- Date et heure ou période du dysfonctionnement de l'équipement
- État fonctionnel des systèmes de soutien avoisinant (équipements de supervision de toute nature, alimentation des PST, réseau des PST ...)
- Présence de travaux au voisinage
- Concomitance avec des opérations de maintenance au voisinage

- Description de l'effet indésirable observé
- États remontés sur les équipements de supervision, quels qu'ils soient
- Le degré d'urgence de la demande d'intervention, conformément aux durées d'indisponibilités maximales précisées dans le § 35 du présent CCAP

Les interventions réalisées par le Titulaire donneront lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention en garantie, établi contradictoirement en trois (3) exemplaires (Exploitant – Titulaire – Maître d'Ouvrage/copie Maître d'œuvre), signés par les deux parties (L'Exploitant et le Titulaire), et mentionnant :

- La date, l'heure et la durée de l'intervention
- Le nom et la qualité du personnel du Titulaire ayant effectué cette opération
- La nature de la panne ou de l'incident
- Les opérations réalisées (en détail)
- Les pièces et/ou composants changés (y compris la désignation de sa nomenclature, son numéro de série et d'identification, ainsi que sa fonction dans l'ensemble concerné)
- Le constat de fonctionnement après l'intervention

Dans le cas où l'intervention du Titulaire doit avoir lieu sur un site qui requiert un balisage ou une fermeture, le personnel du Titulaire devra intervenir durant la période définie par l'Exploitant ; a priori ces interventions auront lieu de nuit.

Si le constat sur site ne relève pas d'un appel en garantie, le Titulaire élaborera un rapport de diagnostic. Les conditions d'intervention mentionnées ci-avant s'appliquent. Le diagnostic sera rémunéré au bordereau.

Le rapport de diagnostic devra mentionner

- La date et l'heure du diagnostic
- Le nom et la qualité du personnel du Titulaire ayant effectué cette opération
- La nature de la panne ou de l'incident (câble coupé, vol d'équipement, travaux au voisinage proche, constat d'accident sur l'équipement, intervention d'un autre marché de travaux ...)
- Les opérations qu'il faudrait réaliser pour résoudre le problème (en détail : refaire un raccordement, remplacer un cordon, remplacer un équipement ...)
- Une estimation des coûts de travaux à réaliser pour résoudre le problème sur la base des prix du marché (en détail)

10.4 Garanties particulières

10.4.1 *Garantie particulière d'étanchéité*

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des enveloppes (coffrets, Porte PAU, etc.) pendant un délai de cinq (5) ans à compter à partir de la date d'effet de réception.

Cette garantie particulière porte également sur les boîtes de jonction et dérivation des câbles (énergie et Fibres Optiques) et tout dispositif, quelle que soit sa localisation / mode d'installation.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

10.4.2 Garantie particulière des systèmes de protection contre la corrosion

Le Titulaire garantit la bonne tenue des systèmes de protection contre la corrosion par galvanisation à chaud ou inox pendant un délai de 7 (sept) ans, à compter de la date de notification de décision de réception.

Cette garantie engage le Titulaire à effectuer, à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés, ou des conditions de mise en œuvre, en application des critères et dans les termes précis définis par le CCTG fascicule 56 (approuvé par l'arrêté du 12 février 2004) et le CCTP.

10.4.3 Garantie particulière des peintures

Le Titulaire garantit la bonne tenue des peintures pendant un délai de 7 (sept) ans et leur aspect pendant un délai de 5 (cinq) ans à compter de la date de notification de décision de réception.

Cette garantie engage le Titulaire à effectuer, à ses frais, sur simple demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés, ou des conditions de mise en œuvre, en application des critères et dans les termes précis définis par le CCTG fascicule 56 (approuvé par l'arrêté du 12 février 2004) et le CCTP.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le Titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du Titulaire, par décision du RPA, **aux frais et risques du déclarant.**
- Dans l'hypothèse où le Titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le Maître d'Ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnité et, **le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.**

Lorsque le Titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le Titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG Travaux.

Dans le cas de résiliation pour faute du Titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'Ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG Travaux est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le Titulaire, ou ses ayants droit, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

Paragraphe du CCAP concerné	Déroge au § du CCAG Travaux
1.6.3.4 Dispositions communes	8.1.3
Article 2 - Pièces constitutives du marché	4.1
3.2.7 Approvisionnements	10.4
3.6 Augmentation du montant des travaux	14.4.3
4.4 Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance	19.2.1
4.4.1 Pénalités pour retard d'exécution	19.2.3
4.5 Autres pénalités	19.2.2
4.5 Autres pénalités	19.2.4
6.2.3 Essais supplémentaires	24
7.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	27.3.1
8.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	28.1
8.2 Études d'exécution des ouvrages	27.1
8.2.1 Visa des documents d'exécution	29.1.5
9.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves	24.6
9.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves	24.7
9.1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	38
9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	43
9.4.2 Réception des ouvrages	41.1
9.4.2 Réception des ouvrages	40
10.2 Durée de la garantie	44.1
Article 11 - Résiliation	50.3.1